

UNE TRIBUNE DE **Bruno Vever**, vice-président,  
et **Philippe Laurette**, délégué général  
d'Europe et Entreprises



# Quel avenir l'Europe a-t-elle encore pour nos entreprises ?

La construction européenne connaît une mauvaise passe : depuis une bonne décennie son intégration ne progresse plus et les tensions s'accroissent entre ses États comme dans l'opinion, tant sur la gestion du présent que la préparation de l'avenir. Les entreprises européennes, aux prises avec une mondialisation qui n'attendra pas que l'Europe se ressaisisse, sont particulièrement handicapées par cette situation. Certes, les libertés européennes déjà acquises ont consolidé leurs capacités à s'adapter aux mutations d'une concurrence mondialisée. Mais pour combien de temps et dans quelles conditions si l'Europe devait échouer à parachever son unification ? La question aurait paru incongrue il y a quinze ans, quand l'Europe achevait son marché unique, mettait en place sa monnaie unique et s'élargissait aux pays de l'Est libérés d'un communisme en faillite. Mais dans le monde d'aujourd'hui, où cette Europe paraît douter et perdre pied, elle prend une résonance et une pertinence nouvelles.

## Car le contexte s'est fortement aggravé pour l'Europe, avec :

- le durcissement d'une concurrence internationale tous azimuts,
- l'accélération de mutations technologiques où elle n'apparaît plus pionnière,
- une remise en question par la présidence Trump des relations transatlantiques,
- un voisinage pétrifié avec la Russie de Poutine, comme avec la Turquie d'Erdogan,
- des migrations méditerranéennes de plus en plus massives et incontrôlées,
- un enlisement institutionnel sous le poids du nombre et des défis à affronter,
- une défiance mutuelle croissante des gouvernements nationaux,
- une montée spectaculaire de l'euroscpticisme dans les opinions,

● et, bien sûr, le défi inédit d'une sécession britannique aussi délétère qu'interminable. Dans cette situation assombrie, un réconfort subsiste : aucun autre État membre n'est aujourd'hui disposé à imiter un Brexit qui apparaît de plus en plus, à la confusion même de ses initiateurs, comme le contre-exemple à ne pas suivre.

De même, si l'euroscpticisme a effectivement progressé au sein des opinions, un examen attentif des récentes « consultations citoyennes » sur l'Europe, en France comme chez nos voisins, fait ressortir un autre constat également instructif : les reproches ne concernent guère ce que l'Europe a fait, mais ce qu'elle n'a pas fait !

**Ce constat, nos entreprises ne pourront que le partager pleinement.** Car cette Europe immobile au milieu du gué, ne sachant plus avancer sans pouvoir non plus reculer, inflige aux entreprises européennes, comme à tous les Européens, une situation aussi inconfortable aujourd'hui qu'intenable à terme.

Jugeons-en :

- des libertés économiques sans encadrement fiscal ni social à la hauteur,
- une union monétaire sans véritable union économique ni financière,
- un marché commun sans préférence européenne avérée,
- une politique commerciale externe unique et sans solidarité sur les marchés tiers,
- des ambitions écologiques affichées mais sans politique énergétique commune,
- une politique européenne de concurrence dépourvue de stratégie industrielle,
- un budget européen plafonné très en deçà des impératifs d'économie d'échelle,
- un contrepoids utile aux abus étatiques mais peu de protection commune efficace.



## **Cette Europe immobile, au milieu du gué, inflige aux entreprises européennes, comme à tous les Européens, une situation aussi inconfortable aujourd'hui qu'intenable à terme. »**

### **Tous ces déséquilibres relèvent en fait d'un triple déficit des politiques européennes :**

- une incapacité à affirmer une identité collective forte par-delà les enjeux nationaux,
- un manque de cohérence de politiques européennes trop cloisonnées,
- un refus persistant d'identifier nos erreurs collectives pour ne pas les rééditer.

Citons en exemple de tels travers l'illusion de la « stratégie de Lisbonne » adoptée en 2000 qui visait à faire de l'Europe en 2010 l'économie la plus intelligente et la plus compétitive du monde par des échanges de « bonnes pratiques », aux dépens d'un achèvement actif de l'intégration; illusion renouvelée dix ans plus tard par une stratégie Europe 2020 basée sur les mêmes erreurs, jamais méditées, et promise à un même échec, hélas mérité!

### **Pour redonner toutes ses chances à l'avenir de l'Europe et remobiliser nos entreprises**

sur des ambitions communes, on ne pourra pas s'abstraire d'une redécouverte des conditions ayant permis nos succès originaux, à savoir :

- un projet ambitieux apte à mobiliser les énergies,
- une méthode efficace permettant des résultats concrets,
- une confiance mutuelle à l'appui d'une dynamique de réussite.

Sans affirmation cette fois d'une identité européenne forte, appuyée sur des moyens décisionnels majoritaires, des disciplines collectives respectées, des économies d'échelle optimisées et des rééquilibrages fiscaux et sociaux justifiés, il n'y aura guère de chance de succès.

### **Parmi ces impératifs, on citera comme priorités pour les entreprises :**

- une union monétaire et financière renforcée, avec un véritable trésor européen,
- des règles de concurrence plus favorables à l'émergence de champions européens,
- des statuts européens enfin disponibles pour les entreprises et les associations,
- des réseaux européens de sous-traitances attractifs aux PME,
- un cadre fiscal commun harmonisant les assiettes et rapprochant les taux,
- une politique de sécurité intégrée appuyée sur des préférences communautaires,

- un renforcement parallèle des programmes technologiques communs,
- un budget européen déplafonné, assurant les économies d'échelle requises,
- un dialogue social refondé, respectant l'autonomie des partenaires sociaux.

Sans réponse des décideurs européens à ces attentes, les entreprises européennes finiront par se trouver contraintes, face à la concurrence internationale, de jouer chacune leur va-tout indépendamment des intérêts collectifs européens, accélérant les transferts technologiques et les délocalisations industrielles, fiscales et sociales hors d'Europe, tout en continuant à profiter des débouchés du marché européen, dans la mesure toutefois où ce marché demeurera suffisamment solvable à terme.

Dans pareille hypothèse, beaucoup d'entreprises européennes pourront certes survivre dans la mondialisation, mais en devenant de moins en moins européennes, et sans doute de moins en moins intimement liées aux attentes légitimes et aux besoins vitaux des Européens eux-mêmes. Cette mondialisation sans stratégie européenne serait sans doute tout sauf heureuse pour les Européens de demain...

Jean-Claude Juncker s'était présenté il y a cinq ans comme le président d'une Commission européenne de la « dernière chance ». Mais aujourd'hui, nos entreprises n'ont plus cinq ans à perdre dans l'illusion d'une énième dernière chance. Elles attendent de la nouvelle présidente de la Commission non des discours ou des formules de communication mais des engagements, des actes et des gages de confiance. Elles attendent de l'Europe le seul langage que les entrepreneurs peuvent comprendre : des ambitions claires, des objectifs concrets, des moyens efficaces, une décentralisation intelligente, un partenariat opérationnel, un monitoring sans failles. Car l'entreprise Europe ne saura assurer son avenir et celui des Européens sans s'appliquer à elle-même les mérites irremplaçables des vraies valeurs entrepreneuriales. ●



**Le débat est ouvert!**



**Réagissez sur nos réseaux sociaux !**